

Jörg Wildenberg, Bismarck, Georges Boulanger und der Septennatskampf von 1887. Ursachen und Folgen einer deutsch-französischen Krise, Hamburg (Verlag Dr. Kovač) 2016, 424 S. (Studien zur Geschichtsforschung der Neuzeit, 93), ISBN 978-3-8300-9191-2, EUR 99,80.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Marion Aballéa, Strasbourg

Le boulangisme et la lutte parlementaire autour du septennat militaire constituent deux crises qui secouèrent brutalement les régimes politiques français et allemand dans la seconde moitié des années 1880. Elles furent à ce titre précocement étudiées par les historiographies nationales, qui y virent des moments clés pour saisir, d'un côté les faiblesses comme la force de résistance de la Troisième République, de l'autre les ressorts du pouvoir bismarckien entre autoritarisme et dialogue forcé avec le parlement et les partis. L'originalité de la démarche entreprise par Jörg Wildenberg dans cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat soutenue à Aix-la-Chapelle en 2015, est de sortir ces deux moments de leurs histoires nationales respectives pour en interroger la simultanéité et les interactions, et de tenter ainsi le pari d'une histoire franco-allemande de ces deux crises.

Le discours prononcé par Bismarck devant le Reichstag le 11 janvier 1887 lie les événements politiques berlinois et parisiens: pour convaincre les députés allemands de la nécessité de voter pour les sept années à venir le budget militaire de l'Empire, le chancelier pointe la menace du »risque de guerre« persistant entre la France et l'Allemagne, accentué depuis janvier 1886 par la présence à la tête du ministère français de la Guerre du turbulent général Boulanger. L'argumentation ne suffisant pas à gagner l'assemblée allemande au septennat militaire, Bismarck dissout le Reichstag et se lance dans une campagne où, à grand renfort d'articles incisifs publiés dans la presse officielle, il instrumentalise la »menace boulangiste« pour construire une majorité sur laquelle il puisse assoir son pouvoir sur le parlement. Stratégie couronnée de succès dans les élections du 21 février 1887, qui voient la victoire des »partis du cartel« et confortent la position personnelle du chancelier. À Paris, la polémique déclenchée par Bismarck a pourtant rencontré une retenue plus grande que celui-ci ne l'avait imaginée: l'aspiration du peuple français à la paix ainsi que les circonstances (isolement diplomatique et infériorité militaire de la France) expliquent que la quasi-totalité du spectre politique se soit entendue pour ne pas souffler dangereusement sur les braises. La crise a toutefois favorisé, temporairement du moins, une forme d'union nationale autour de Boulanger – ses adversaires suspendant leurs critiques pour ne pas paraître courber le front face aux intimidations bismarckiennes.

L'ouvrage de Jörg Wildenberg vise à éclairer ce début 1887 et ses implications tant nationales que franco-allemandes, en plaçant les projecteurs alternativement sur Berlin et sur Paris, et en le replaçant dans le cadre plus vaste des cinq années qui, de la chute de Jules Ferry (1885) à celle de

Bismarck (1890) en passant par l’Affaire Schnæbelé (avril 1887), la fulgurante ascension puis la fin pathétique du Boulangisme (1889), marquèrent une rapide dégradation de la relation franco-allemande tout en représentant une période décisive pour l’histoire politique des deux pays.

Établissant un parallèle avec »l’alerte« de 1875 (*Krieg-in-Sicht-Krise*) qui avait coûté si cher à Bismarck, l’auteur interroge d’abord les raisons qui poussèrent le chancelier à déclencher une nouvelle polémique franco-allemande, pour conclure au primat du jeu politique intérieur: ce sont avant tout des motivations électoralistes qui avaient inspiré son action, et, par la victoire du cartel, il sortait de la crise incontestablement renforcé. Mais, instrumentalisant la »menace boulangiste« pour justifier la nécessité d’un pouvoir fort et d’une union conservatrice, avait-il alors joué avec le feu, se demande Wildenberg, et risqué de compromettre la paix européenne? Si le risque existait que la prophétie bismarckienne devînt auto-réalisatrice – c’est-à-dire que la »menace boulangiste« vienne effectivement menacer la paix franco-allemande précisément parce que Bismarck l’avait mise en avant –, l’historien conclut plutôt au caractère inoffensif des tensions du début 1887. Non que le chancelier ait toujours gardé la main et porté sur les tenants de la crise un regard lucide, au contraire; mais par un heureux hasard, ses erreurs d’appréciation se seraient neutralisées.

Bismarck avait certes minimisé la capacité de sa campagne à influencer les équilibres politiques parisiens et la perception française de la relation franco-allemande; mais comme il avait également sous-estimé la vigueur du sentiment pacifiste en France, cette seconde erreur venait contrebalancer la première, et maintenait la crise loin de l’horizon d’une nouvelle guerre franco-allemande. La polémique bismarckienne n’avait pas non plus précipité la France dans les bras russes, et l’affirmation du phénomène boulangiste lui-même, dans les mois qui suivent, n’aurait que peu à voir avec elle: celui-ci découlerait surtout de logiques nationales, et du point de vue franco-allemand, l’affaire Schnæbelé aurait joué un rôle plus important. Septennat comme boulangisme avaient ainsi certes instrumentalisé l’adversité franco-allemande, mais tous deux s’inscrivaient avant tout dans des logiques nationales, expliquant pour l’auteur qu’ils n’aient jamais porté en eux le risque réel d’un affrontement.

C’est à la fois le mérite de l’ouvrage et sa principale limite que de mettre au jour le croisement des échelles d’analyse, d’ériger les deux questions du septennat et du boulangisme en questions franco-allemandes, et de ne pas renoncer à la conclusion qui s’impose – bien qu’elle remette en cause une partie de la démarche –: le primat, dans les deux cas, des logiques nationales sur les dynamiques franco-allemandes. Les développements qui renoncent au regard binational se comprennent à l’aune de cette conclusion, mais, reprenant des grilles d’analyse déjà connues et s’articulant mal avec le reste de l’étude, ils ne présentent pas le même intérêt; ainsi, par exemple, du long chapitre sur la définition conceptuelle du boulangisme entre bonapartisme, gaullisme et fascisme, notamment appuyé sur l’analyse classique de René Rémond, qui n’apporte rien de neuf et abandonne la

problématique franco-allemande qui fait la cohérence de l'ouvrage.

Celui-ci écrit par ailleurs une histoire qui apparaît souvent hypothétique: l'auteur cherche moins à y établir des faits, déjà connus et relativement clairs, qu'à percer le secret des motivations des uns et des autres ou à hiérarchiser, de manière nécessairement aléatoire, le poids des différents facteurs pesant sur le cours des événements. Les sources utilisées – essentiellement des sources de presse, à l'appréhension complexe dès lors qu'elles sont pensées comme le reflet d'une opinion publique ou d'opinions particulières – expliquent sans doute en partie cette démarche. L'exercice, reposant sur de nombreux conditionnels, apparaît parfois stimulant; il est souvent déroutant, voire ponctuellement stérile dans l'accumulation des conditions et des abstractions.

Les chapitres 3, 4 et 5 échappent à ces travers: ce sont eux qui forment au final le cœur du livre, et fondent l'intérêt d'un ouvrage qui a le grand mérite d'éclairer d'un jour nouveau, par un jeu de miroirs, deux moments clés de la construction politique française et allemande. De l'histoire franco-allemande? Il faut ici, comme l'auteur, se montrer moins affirmatif: ils ne constituèrent, du point de vue franco-allemand, qu'un »semblant de crise« (*Schein-Krise*).